

Note d'information économique – COVID-19 – 14 avril 2020

Politique budgétaire

- **Les négociations au Congrès sur le renforcement du programme de prêt aux petites entreprises achoppent.** Le lundi 13 avril, une proposition de loi de finances rectificative a de nouveau été mise en échec lors d'un vote *pro forma* au Sénat, les Démocrates utilisant leur minorité de blocage pour s'opposer à un texte qui ne donne pas suite à leurs demandes. Le texte porté les Républicains prévoit uniquement une augmentation de 250 Md USD des crédits alloués au *Paycheck Protection Program*, tandis que les Démocrates souhaitent inclure des mesures complémentaires en faveur des collectivités territoriales et des ménages les plus modestes. **Cependant, les négociations se poursuivent, et les parlementaires espèrent parvenir à un accord d'ici le jeudi 16 avril**, date du prochain vote *pro forma*.
- **Avec la reprise effective des travaux parlementaires prévue le 4 mai, le Congrès pourrait ne pas tenir de vote physique avant plusieurs semaines.** Plusieurs présidents de commission des deux chambres s'opposent à un retour des parlementaires à Washington, préférant négocier et voter depuis leur lieu de résidence. La capacité de voter à distance est néanmoins incertaine sur le plan juridique, ce qui pourrait contraindre les parlementaires à s'entendre sur des votes à l'unanimité ou, dans le cas contraire, se déplacer à Washington.

Mise en œuvre du plan de relance

- **L'*Internal Revenue Service* (administration fiscale américaine) a annoncé que le crédit d'impôt accordé aux ménages dans le cadre du CARES Act (1200\$ par adulte et 500\$ par enfant) sera disponible sur les comptes bancaires des particuliers dès cette semaine.**
- **Une juge fédérale a rejeté la plainte déposée par plusieurs entreprises contre la décision de Bank of America de limiter les prêts proposés dans le cadre du *Payroll Protection Program* (PPP) à ses clients existants.** Le lundi 13 avril, la juge a estimé que le CARES Act (loi instituant les différents piliers du plan de relance, dont le PPP), n'interdisait pas explicitement les banques de discriminer les entreprises éligibles au plan. Le consortium à l'origine de cette plainte devrait néanmoins faire appel.

Commerce

- **La *United States International Trade Commission* (ITC) lance aujourd'hui son enquête visant à identifier tous les produits importés par les États-Unis qui sont nécessaires à la lutte contre le Covid-19 ainsi que les droits de douane qui leur sont appliqués.** L'ITC répond ainsi à une demande formulée par les commissions des finances et des voies et moyens du Congrès le 7 avril. Elle devra remettre son rapport au plus tard le 30 avril.
- **Cardinal Health, l'un des principaux distributeurs américains de produits médicaux, demande à l'administration une suppression massive des droits de douane sur les importations de biens médicaux.** Dans le cadre de la consultation publique organisée par le représentant au commerce

américain (USTR) sur les biens essentiels à la lutte contre le Covid-19, Cardinal Health réclame non seulement la suppression des droits imposés depuis deux ans sur les importations en provenance de Chine, mais également une élimination générale des droits sur les biens médicaux, sur la base du *Tariff Act* de 1930.

- **Le conseil d'administration de l'EXIM a décidé de suspendre le soutien de l'agence de crédit aux exportations de biens médicaux nécessaires à la lutte contre le Covid-19 jusqu'au 30 septembre 2020.** Sont concernés les équipements (masques et gants) déjà visés par les restrictions aux exportations en vigueur depuis le 7 avril ainsi que le reste des biens « *en faible quantité* » désignés par le département de la Santé le 25 mars (respirateurs, chloroquine, désinfectants, blouses).
- **Malgré l'épidémie, la Chine annonce une hausse importante des achats de biens américains inscrits dans la première phase de l'accord commercial avec les États-Unis au premier trimestre.** En volume, les exportations américaines de soja, de porc et de coton ont augmenté respectivement de 210%, 640% et 43,5% par rapport au premier trimestre 2019. Par ailleurs, les douanes chinoises ont annoncé un début de rétablissement du commerce extérieur de la Chine au mois de mars par rapport aux mois de janvier et de février. Selon les données communiquées par le gouvernement chinois, par rapport aux niveaux observés en 2019, les exportations chinoises ont diminué de 6,6% en mars 2020 contre 17,2% en janvier-février 2020, tandis que les importations ont reculé de 0,9% en mars et de 4% en janvier-février. Selon plusieurs journaux ([Reuters](#), [Wall Street Journal](#)), cette reprise des échanges au mois de mars annoncée par Pékin est largement surestimée.

Politique monétaire

- **La Fed a lancé ce 14 avril son programme de rachat de billet de trésorerie (*Commercial Paper Funding Facility*).** Le taux est fixé à respectivement 1,18 % pour les titres notés A+ et 2,08 % pour les titres notés A, soit environ 5 points de base de moins que le taux pratiqué sur le marché secondaire.
- **Constatant une stabilisation du marché interbancaire, la Fed réduit le rythme de ses opérations quotidiennes de refinancement.** La Fed de New York a supprimé l'une des deux opérations de refinancement au jour le jour. De la même façon, les opérations de refinancement à terme (1 et 3 mois) n'auront désormais lieu qu'une seule fois par semaine. L'allègement du dispositif de soutien au marché interbancaire s'explique par la montée en charge d'autres mécanismes permettant d'augmenter la liquidité bancaire (*quantitative easing*, accès facilité à la liquidité d'urgence, dispositifs visant à faciliter l'activité d'intermédiaire financière, etc.) et la résorption progressive des tensions apparues à l'occasion de la crise amorcée mi-mars.

Entreprises

- Boeing annonce un retrait de commande de 150 avions 737 MAX en mars 2020. **Cette annonce porte à 307 le nombre total d'appareils décommandés par les clients de Boeing au cours du premier trimestre.** Le fabricant aéronautique a livré 50 avions commerciaux au cours du premier trimestre 2020 (contre une prévision de 60 livraisons et 149 appareils livrés au T1 2019).
- **Trump a indiqué qu'il rejeterait le 4^{ème} plan de relance s'il incluait la demande d'un plan de sauvetage public du service postal américain (U.S. Postal Service).** L'USPS demande au Congrès un plan de sauvetage de 50 milliards de dollars et 25 milliards de dollars de prêts du Département du Trésor pour compenser les pertes engendrées par la crise. Les Sénateurs Gary Peters (D-Michigan) et Ron Johnson (R-Wisconsin) ont ajouté au projet de loi une demande de soutien de dernière minute de 10 milliards de dollars pour maintenir la fonction postale à court terme.

